

Le Journal des Finances - Semaine du 16 août 2008



« Il est de bon ton de considérer que l'économie allemande est bien gérée. Selon nous, rien n'est plus éloigné de la réalité »

Le boulet européen

Par Charles Gave*

(Suite de la page 1)

● La gestion de notre voisin d'outre-Rhin est en effet caractérisée par deux obsessions et une réalité. La première obsession, c'est le désir d'avoir sans arrêt une balance commerciale excédentaire. Il s'agit là bien entendu d'un nouvel avatar de la vieille politique mercantiliste qui consiste à penser que le commerce international est une forme de guerre, et que c'est une bonne chose de vendre à l'étranger plus qu'on ne lui achète. Comme le disait Adam Smith, de toutes les statistiques économiques, la balance commerciale est de loin la plus stupide. Par définition, la balance des paiements est en équilibre (autrement ce ne serait pas une balance...) et se compose de deux parties, les capitaux et les comptes courants. Si les étrangers veulent investir dans votre pays, vous aurez une balance des capitaux excédentaire et une balance des comptes courants déficitaire, et vice versa, et ce n'est ni bien ni mal. Pour avoir des comptes courants excédentaires, la recette est simple : il suffit d'empêcher la population de consommer, ce que les autorités allemandes font très bien, en augmentant les impôts sur la consommation et en diminuant les impôts sur les sociétés. La consommation allemande, de ce fait, stagne depuis bientôt dix ans, ce qui bien entendu amène tous les autres pays en Europe à avoir des déficits et les force donc à suivre des politiques restrictives. Tout cela entraîne la stagnation. Comme le disait déjà Bastiat il y a un siècle et demi : le but de l'économie est la consommation, non pas la production, ce que les autorités allemandes n'ont jamais compris.

La deuxième obsession, c'est bien entendu l'inflation, ce qui a conduit d'abord la Bundesbank, puis la BCE, à mener des politiques de taux d'intérêt favorisant de façon absurde le rentier au détriment de celui qui prend des risques, l'entrepreneur, en maintenant les taux courts au-dessus du taux de croissance de l'économie. Comme le rentier touche les taux courts et que le taux de croissance des profits sur le long terme est égal au taux de croissance du PNB, cette politique garantit qu'il n'y aura aucune augmentation de la demande interne que seuls les entrepreneurs génèrent et que la stagnation domestique régnera, ce qui est une bonne façon d'avoir une balance commerciale excédentaire.

La réalité, c'est que la monnaie et l'économie sont choses trop sérieuses pour être laissées à des technocrates non élus et non responsables, et que l'effondrement de l'Union soviétique en a été la démonstration éclatante. Moyennant quoi, la démonstration ayant été faite à la satisfaction générale en 1989-1990, les élites européennes décidèrent que ce dont les peuples avaient besoin était un supplément de technocratie. Compréhensible qui pourra...

Chaque gouvernement a trois leviers pour agir sur l'économie : le budget, le taux de change et les taux d'intérêt. Dans l'un des plus incompréhensibles suicides collectifs que l'on ait jamais vus, poussés par les autorités allemandes (sans quoi l'Allemagne n'aurait pas accepté les traités... ce qui n'aurait pas été un bien grand désastre), les gouvernements, élus décidèrent d'un commun accord dans la dernière décennie de transférer tous ces pouvoirs à des technocrates que personne n'a élus et que personne ne contrôle. Si bien qu'en Espagne, en Irlande, en Italie, voire en France, ce qu'il faudrait faire aujourd'hui c'est réduire fortement les taux courts, baisser les impôts et ne pas se préoccuper du taux de change : en d'autres mots, suivre les politiques que les États-Unis suivent depuis un an. Rien de tout cela n'est possible puisque tous ces pouvoirs ont été transférés soit à Bruxelles, soit à Francfort... qui suivent impartitalement des politiques que seuls comprennent nos technocrates que personne n'a jamais élus et dont la sortie logique est un désastre, comme toujours quand il s'agit de politiques technocratiques.

Nous maintenons donc notre conseil d'éviter avec le plus grand soin tout ce qui est monnaie ou placements à revenu fixe en Europe, et soit de favoriser les sociétés européennes qui ont su s'affranchir de ce piège insensé, soit d'investir en actions ou en obligations en Asie, aux USA ou dans tout autre pays géré par des gens compétents et rendant des comptes à des autorités élues.

Comme tout un chacun devrait le savoir, après tout, entre les marchés et la démocratie, les relations sont beaucoup plus fortes que les gens ne le pensent généralement. Il est rare de voir des marchés sous le contrôle des technocrates prospérer sur le long terme.

* charlesgave@gmail.com